

# RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR  
"RASSEMBLER A GAUCHE"  
N°75    Septembre 1996  
4ème année de parution.

## 29ème CONGRES DU PCF

Serge Guichard et la fédération de l'Essonne du Parti Communiste ont proposé à la rédaction de "Rassembler à Gauche" de rédiger une contribution pour le congrès du PCF.

Vous trouverez cette contribution dans ce numéro de notre bulletin.

Bien entendu, comme les articles habituels, cette contribution n'engage que ses signataires.

## INTRODUCTION

Un certain nombre de militants issus de la Gauche s'intéressent à la mutation en cours au sein du PCF. Ces militants n'ont pas fait le choix d'adhérer au PC pour des raisons relevant de leur propre histoire et de celle de ce parti. Pour autant, ils sont conscients de l'importance que représente aujourd'hui un parti communiste en mutation comme axe de résistance aux avancées de la droite et du Front National. Dans la mesure où on leur propose de participer et de contribuer à cette évolution, ils entendent bien le faire, sans concession mais avec la volonté de faire progresser le rassemblement à gauche pour une alternative progressiste dans notre pays.

### Comité de Rédaction

Cyrille-Robert Broux, militant des Verts

Amaury Couderc, militant socialiste progressiste

Michelle Dospital, militante associative

Robert Duguet, militant du MDC

Bernard Fischer, militant associatif

Michel Galin, militant socialiste progressiste

Sylvie Mayer, militante du PCF

Roland Mérieux, militant de la CAP

Félix Millera

Xavier Rousselin, militant de la LCR

Jean Sanchez, militant AREV

Pascal Troadec, militant du PS

Directeur de publication :

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG : Amaury Couderc, le Clos, 91790  
Boissy-sous-Saint-Yon  
tél : 64.91.32.75

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lieu entre tous ceux qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.  
"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des femmes et des hommes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.  
Les articles seront signés et n'engagent que leurs auteurs.

## LIEN ENTRE CONSTRUCTION POLITIQUE ET MOUVEMENT SOCIAL

### L'union nouvelle

Dans la réflexion du comité national sur le point particulier de "l'union nouvelle" concrétisé par la mise en oeuvre d'un pacte unitaire de progrès, et avec l'objectif d'ouvrir une issue progressiste, il semblerait que l'analyse soit pertinente et juste, mais que les conclusions restent beaucoup trop floues pour permettre aux militants et aux citoyens de s'en emparer et de construire cette alternative progressiste...

Partant de l'analyse et du constat que la gauche est aujourd'hui plurielle mais reste toutefois dominée par les deux grandes organisations traditionnelles de la classe ouvrière, le PS et le PC, il est pour le moins important de vérifier si les désaccords entre ces deux organisations peuvent faire l'objet d'évolution et à terme d'un compromis (compromis qui pourrait lui-même être débattu et pris en compte par les autres organisations, Verts, LCR, MDC, Alternatifs du PS et du PC, progressistes etc).

Nous pensons effectivement qu'aujourd'hui la ligne de partage à gauche passe moins par l'alternative entre les révolutionnaires et les réformistes que par une série de choix récents effectués par le PS mais aussi par le PC.

### Les choix du PS depuis le congrès de l'Arche

Pour le PS, la période récente de gestion de l'Etat a amené ce dernier de la "rupture avec le capitalisme" à "l'horizon indépassable du capitalisme", il l'a concrétisé dans ses statuts au congrès de l'Arche. Cette décision a forcément changé radicalement la nature réformiste de ce parti qui avait pour objectif, au travers de réformes successives, d'aboutir à la rupture avec le capitalisme et qui accepte aujourd'hui le capitalisme comme indépassable et en fait son horizon naturel.

Le comité national du PC l'a d'ailleurs parfaitement analysé en constatant dans son rapport *que les "désaccords" persistent à gauche sur les choix à effectuer face à la domination de "l'argent pour l'argent" : ou bien aménagement "encadrement" - objectifs dont l'expérience a montré qu'ils sont illusoire et conduisent la gauche au pouvoir à l'échec - ou bien contestation, émancipation de cette domination ?*

Ou encore lorsque R. Hue interpelle le premier secrétaire du PS pour souligner qu'à ses yeux le débat politique ne pouvait se réduire à une *"fausse alternative entre une politique qui a échoué hier et celle qui aujourd'hui donne les résultats catastrophiques que l'on connaît."*

Nous avons donc à faire aujourd'hui avec un PS qui a fait le choix statutaire et précis non pas de "rompre" ou de "dépasser" le capitalisme, mais d'aménager celui-ci. **En notant toutefois, qu'à l'intérieur même du PS, des forces existent, prêtes à choisir l'alternative progressiste à l'alternance douce** voulue par la direction. L'obstacle essentiel à leur émergence est l'éparpillement de la gauche progressiste et par là même son inefficacité et son manque de crédibilité.

Cet éparpillement des forces progressistes face à une direction socialiste hégémonique dans son expression publique est un lourd handicap.

Si l'on pose comme principe que le rassemblement à gauche doit avoir pour objectif d'accéder au pouvoir pour transformer la société ou pour le moins lui ouvrir une perspective progressiste, ce rassemblement ne peut être qu'un rassemblement majoritaire et ne peut se faire **sans ou contre le PS.**

Se pose alors la question de savoir comment faire évoluer le PS vers une autre conception du pouvoir, différente de celle qu'il a pratiqué en particulier au cours du deuxième septennat... alors même qu'il refuse de tirer le bilan de cette période.

### La mutation du PC

Durant cette même période, le PC a évolué : d'un parti figé, en particulier par des formes de fonctionnement (le "centralisme démocratique") qui ne peuvent plus être de mise dans une société comme la notre, vers une organisation beaucoup plus ouverte à la contradiction.

Sans vouloir parler de tendances organisées, il accepte que les militants puissent avoir des analyses différentes sur tous les sujets et veuillent les faire prévaloir sans pour autant que cela remette en cause leur appartenance au PC.

Il a durant cette même période intériorisé le fait que la gauche est plurielle et qu'il faudra **faire avec** dans un rassemblement majoritaire.

Pourquoi le PC qui affirme "*considérer la diversité comme une richesse*", "*préférer aux affrontements des personnes les confrontations d'idées nécessaires à la recherche collective*", ou encore précise que "*l'identité communiste suppose l'ouverture*", pourquoi le PC aurait-il peur de perdre son "âme" dans un rassemblement à gauche...? dont il serait de toute façon la composante la mieux structurée.

La question qui reste posée sera donc celle du **compromis acceptable** pour aller vers ce type de rassemblement...

### Définir les grandes lignes d'un "Pacte Unitaire"

Un rassemblement à gauche qui se limiterait au PS et au PC et qui ne définirait pas les grandes lignes d'un compromis clairement affiché et débouchant sur une autre perspective politique que la gestion d'un système qui a largement prouvé qu'il ne pouvait produire que la misère pour le plus grand nombre, ne serait qu'une resucée de la précédente période et largement voué à l'échec.

Il convient aujourd'hui de poser clairement à tous et publiquement les bases sur lesquelles les forces de gauche et écologistes sont prêtes à gouverner ensemble et en même temps permettre aux citoyens d'intervenir dans le débat. Il faut noter que les "forums" ont largement contribué à ouvrir une perspective, **il faut continuer**, mais en même temps tirer les leçons objectives des rapprochements qui se sont opérés dans ces forums. **Les situations ne sont pas figées et ce n'est pas la fin de l'histoire.**

### Pacte Unitaire oui, mais sur quelles bases ?

Entre ces deux organisations représentatives d'une large part de l'électorat de gauche la question du compromis et de la base d'accord possible pour aller vers un rassemblement majoritaire se pose donc en terme de rapport de force et uniquement en ces termes. Il est en effet illusoire de penser que les divergences et les désaccords de fond avec le PS sur le contenu politique puissent être surmontés seulement par des **discussions** et des **concessions mutuelles**.

Depuis le congrès de l'Arche du PS la question du compromis se pose en terme de savoir s'il convient de gérer le capitalisme avec un capitalisme à visage humain pour perspective (comme si cela était possible) ou s'il faut dépasser

le capitalisme pour aller vers d'autres formes de gestion de la société : la République sociale, le socialisme, voire le communisme.

Comment obliger le PS à **redevenir** un parti de transformation sociale et non de simple gestionnaire du capital sinon en créant les conditions d'un équilibre électoral entre **tous ceux** qui prétendent **se contenter de gérer** et ceux qui sont prêts à **opérer un certain nombre de transformations économiques et politiques** allant vers une gestion progressiste comme le définit entre autres le texte du comité national du PC, **mais aussi plus largement d'autres forces à gauche.**

Le PC peut-il à terme visible **rétablir seul** cet équilibre électoral avec un PS qui se veut de plus en plus hégémonique ?

Le PC peut-il se contenter de continuer à être la force d'appoint électoral pour faire élire une majorité de députés PS dans la nouvelle assemblée ?

Dans la perspective d'une victoire électorale de la gauche en 98 **qui ne résulterait pas d'un rééquilibrage dans la gauche elle-même** mais d'un simple report de voix de l'électorat de gauche sur le PS, le PC peut-il envisager sagement de participer à un gouvernement dont il ne serait que la "mouche du coche" ? Et pour mettre en oeuvre quelle politique ?

### Maastricht et l'Europe

Le problème de l'Europe telle qu'elle se construit : est-ce une simple divergence entre organisations politiques différentes ? Divergences que l'on va pouvoir combler par le débat, ou, est-ce une vraie divergence de fond ?

Autrement dit, est-ce que malgré Maastricht on va pouvoir tout de même procéder à un certain nombre d'avancées sociales (portées par le mouvement de décembre 95), est-ce qu'on va pouvoir augmenter les salaires, créer de l'emploi, etc ? Ou est-ce qu'avec ces critères là, effectivement toute perspective sociale est bouchée ?

Ce n'est pas un simple débat, c'est un problème de fond entre les organisations politiques parce qu'à travers Maastricht **on ne pourra pas** construire la moindre avancée sociale.

Si l'on veut construire une réponse politique à ces questions, questions posées par le mouvement social de décembre 95, il est évident que cette réponse politique doit rassembler **d'abord** tous ceux qui, aujourd'hui à gauche, disent non à

Maastricht et à ses critères de convergence (y compris les 40% de militants socialistes qui se sont prononcés pour dire "Maastricht c'est fini").

### Ouvrir une perspective politique

La réponse à ces questions est aussi la réponse à l'interrogation posée de plus en plus par un grand nombre de militants du PC.

En ce qui concerne les militants de "Rassembler à Gauche" ayant accepté d'apporter leur pierre à la réflexion des communistes, nous pensons que les conditions d'un rassemblement à gauche avec pour objectif non pas de dénoncer en permanence la dérive du PS, mais de créer les conditions d'un rééquilibrage à gauche, existent.

**Le rééquilibrage électoral de la gauche est possible et est l'une des conditions de l'évolution du PS en direction d'une politique progressiste.** Le renforcement de l'influence communiste non seulement n'est pas antinomique avec un rassemblement dans un premier temps à la gauche du PS mais est au contraire étroitement lié à ce rassemblement parce qu'il est seul susceptible d'ouvrir une perspective politique crédible et créer l'espoir que le retour de la gauche au pouvoir ouvrira enfin une issue progressiste.

### Créer l'espoir

Certes, comme le souligne le rapport du comité national, *l'intervention citoyenne est bien la clé pour surmonter les obstacles et permettre la construction d'une perspective progressiste. Mais il faut qu'elle se développe considérablement plus pour que l'on puisse avancer*, souligne encore ce rapport.

Comment pourrait-elle se développer si les organisations porteuses d'une volonté de transformation ne décident pas de s'unir pour créer un espoir et une crédibilité ?...

L'intervention citoyenne ne pourra se développer que si les conditions sont créées : d'abord par l'élaboration commune du contenu d'une autre politique de changement, mais aussi sur un type d'union nouvelle qui prenne en compte le contenu de ce changement et de cette autre politique. Il faut sans détour poser clairement ces deux données et d'ores et déjà mettre en oeuvre un rassemblement sur ces bases avec **tous ceux sans exclusive** qui sont prêts à le mettre en oeuvre.

### Faire la démonstration que la culture communiste est aussi une culture de rassemblement

Il ne s'agit pas pour autant de voir le PC ou les autres organisations se dissoudre dans une nébuleuse sans principe mais au contraire, chacun avec son originalité, de participer à la construction d'une alternative nouvelle. Gageons que la dynamique engendrée par ce rassemblement entraînera une large part de ceux qui aujourd'hui se résignent à voter PS faute d'une autre alternative crédible et que chaque organisation ne pourra que se renforcer en fonction de son programme propre et de la hauteur des exigences de ce programme.

Ce qui nous semble être en cause dans ce congrès, c'est **la capacité du PC à organiser de façon plurielle et ouverte tous ceux qui veulent un véritable changement** y compris avec des accords électoraux dès le premier tour.

Il est bien certain que l'orientation politique du PC découle bien évidemment de la façon dont il conçoit son propre rôle et que cette question du "rassemblement de tous ceux qui veulent ouvrir une issue progressiste" est bien la question centrale qui est posée.

Il n'est pas possible de se contenter de l'affirmer dans des textes de congrès et en même temps ne pas créer dès aujourd'hui les conditions de ce rassemblement ou plus exactement le soumettre à des conditions préalables et à des exigences qui ne peuvent se concrétiser justement qu'à travers la mise en oeuvre de ce rassemblement, à savoir :

- intervention des citoyens dans la vie publique,
- influence et poids électoral du PC.

### Faire reculer la droite et le FN

La droite aujourd'hui ne reculera pas si, comme c'est encore le cas, une majorité de citoyens continuent de penser que les forces de gauche ne sont pas porteuses d'une **alternative** réelle. Mais en même temps, il faut constater que cette perception correspond à une réalité. Le mouvement de décembre 95 était porteur du changement et pourtant cela ne se traduit pas en termes électoraux... parce que ceux qui sont politiquement porteurs de ce changement restent divisés et qu'aucune amorce de rassemblement ne se concrétise, même entre ceux qui, à gauche, sont susceptibles de définir un certain nombre de convergences. Cette division laisse le champ

ouvert au renforcement électoral du PS même si l'on sait que c'est un vote de résignation.

"Rassembler à Gauche" propose dès maintenant de travailler sur ces convergences et, en liaison avec le mouvement populaire, de poursuivre la

discussion et surmonter les désaccords qui persistent, et cela sans faire l'impasse sur le PS, mais en créant les conditions, y compris électorales, d'un rééquilibrage et d'une dynamique majoritaire à gauche sur des idées progressistes.

## SERVICES PUBLICS ET LAICITE

### Les services publics à l'heure de Maastricht

Plusieurs composantes de la gauche critique (c'est le cas du MDC ou encore du PCF) parlent de défendre l'exception française. Si l'on veut concentrer la définition dans une formule rapide, on peut dire que la Nation rend aux citoyens, en matière de communication, de santé publique et de retraite, d'enseignement, d'éducation et d'accès à la culture un service. Dans cette conception l'individu n'est pas considéré comme un client mais comme un citoyen qui exerce un droit, malgré des contingences qui relèvent de la disparité géographique, des inégalités économiques ou des origines ethniques et religieuses. Pour prendre un exemple simple, si l'installation du téléphone au fond de la Creuse coûte cher à l'Etat, le prix de la communication locale pour autant sera le même qu'à Paris. L'Etat organise la péréquation financière. Cette conception du service public est issue d'une longue tradition républicaine, que le mouvement ouvrier par son existence et ses combats, a su défendre et maintenir. Elle puise ses racines dans la grande révolution de 1789-1795: ce n'est pas seulement un rappel historique. Les relations de société (liberté, égalité, fraternité) nées de la Révolution Française sont aujourd'hui au coeur des exigences actuelles du mouvement social en matière de défense du monopole pour les communications, de défense de la protection sociale, de défense d'un enseignement public digne de ce nom. Force est de constater que cet héritage auquel les salariés et les citoyens de ce pays sont attachés ne se retrouve pas dans l'histoire spécifique des pays qui appartiennent à l'Union Européenne. La ligne minimum d'existence des services publics européens ne se fera naturellement pas sur la tradition républicaine et quasiment « socialiste », au sens générique du terme naturellement, de la France.

Nous sommes placés en termes de projet à apporter et de stratégie qui le sous-tend à une

vraie difficulté: l'application des critères de Maastricht implique le saccage des services publics. Il n'y a pas pour l'Europe libérale un domaine de citoyenneté qui doit échapper aux lois du marché, mais des services qui, s'ils s'avèrent rentables pour quelques capitalistes, sont convertis en économie de profit. Nous en avons un petit exemple en France avec France-Telecom: tous les moyens de communication appuyés sur les technologies de pointe, qui par ailleurs se sont développés grâce au service public, sont privatisés parce que rentables. Le câble optique qui a été installé le long des lignes SNCF, grâce au matériel et au personnel du service public, sera commercialisé au détriment du secteur nationalisé. L'exigence minimum pour nous, c'est le maintien du monopole. Un projet social cohérent impliquerait le démantèlement sans appel de ces « services » parasites et le retour au service public. C'est un projet de transformation sociale de même importance que celui qui a été mis en place à la Libération.

Comment s'y prendre? Nous ne pensons pas que la seule exigence de défense du service public à la française soit une orientation viable sur le long terme. En rencontrant les problèmes des services publics, nous rencontrons ceux de l'Europe. Redresser la gauche, c'est se donner les moyens de proposer une alternative politique à l'échelle internationale: les salariats des pays de l'Union Européenne sont confrontés aux mêmes problèmes, il faudra bien aller vers une alternative politique commune. Du reste les mouvements de l'automne 1995 en défense de la protection sociale en France ont vu un mouvement de convergences significatif des organisations syndicales européenne pour soutenir les salariés du service public en France. La seule stratégie qui existe à gauche aujourd'hui, c'est l'orientation fédéraliste du PS, en soutien à l'Europe de Maastricht.

## Quelle stratégie à gauche pour défendre les services publics

Avec qui défendre les services publics? Nous discernons plusieurs stratégies à gauche sur ce problème. La première est assez simple à énoncer, c'est la position du parti socialiste qui consiste à reposer les problèmes du service public à l'intérieur du cadre fédéral de l'Europe libérale: on s'aligne sur la ligne de concessions que le capitalisme européen et mondial, dans la crise structurelle profonde qu'il traverse, peut aujourd'hui concéder. Ne jouons pas sur les mots: les doctrines politiques ont un contenu précis en relation avec les situations concrètes auxquelles elles apportent des réponses: le fédéralisme a aujourd'hui un contenu. Les symboles qui entourent la politique libérale sont d'ailleurs clairs: le choix de Maastricht, capitale administrative du Saint Empire Romain Germanique, le drapeau de l'Union Européenne, couronne étoilée sur fond bleu, emblème du culte marial dans la religion catholique, le principe de subsidiarité promu à de nombreuses reprises dans le traité, concept fondateur de la doctrine économique et sociale de l'Eglise. Maastricht défend l'unité de l'empire, c'est à dire un système de liberté absolu pour le renard dans le poulailler. La structure politique qui est centrale pour le fédéralisme libéral c'est la région avec la défense de ses spécificités, c'est elle qui lui permet de faire de bonnes affaires. Le cadre de la Nation, garantissant l'égalité des citoyens devant la loi, faite par des représentants qui ne sont pas l'émanation de spécificités régionales mais qui font une loi égalitaire pour tous, notamment en aide des régions riches pour les régions pauvres en fonction du principe de péréquation républicain, est un cadre qu'il faut à terme faire disparaître. La politique du capital financier se fait aujourd'hui à côté et contre l'Etat-Nation. Là aussi nous ne pensons pas que l'alternative soit entre la démission fédéraliste et le repli nationaliste: l'Etat-Nation structure nos libertés fondamentales, tant sur le plan de l'organisation de la vie politique que des libertés citoyennes, mais il est un reste de la domination bourgeoise progressiste. La roue de l'histoire ne tournera pas à l'envers. Une ouverture vers le socialisme reste à définir et construire.

### Laïcité et socialisme

Les militants du collectif « Rassembler à Gauche » sont issus d'une culture politique marquant son attachement aux valeurs de la République et à la laïcité. Il convient de préciser ce point, puisque dans le combat politique aujourd'hui il donne parfois prise à des déformations et des conclusions pour le moins regrettables.

En face des démissions des gouvernements socialistes sur la question laïque, nous avons pu observer différentes tentatives d'affirmer une réaction républicaine. Le danger de ce type de démarche c'est qu'il part d'un constat juste, à savoir qu'il y a à gauche comme à droite des courants qui sont attachés à la laïcité et d'autres composantes fondées sur la doctrine sociale de l'église. De là à définir une stratégie politique d'ensemble en réunissant les républicains de gauche et « ceux de l'autre rive », il y a un pas que d'aucuns franchissent. La laïcité risque alors de servir de prétexte à une stratégie d'Union Nationale. Mais comme la politique a horreur du vide, on a vu des personnalités du courant humaniste appeler à voter Chirac, sous prétexte que la politique du RPR est plus laïque que celle du PS. Nous ne pouvons que marquer une forte réprobation vis à vis de ce type de démarche. De même nous réproprons les utilisations frauduleuses de la question laïque: lorsque se sont produites les affaires de port du voile islamique dans les établissements publics, on a vu des prétendus "républicains de l'autre rive" ne pas avoir de mots assez durs contre cette attaque contre la laïcité. Durant des décennies ces mêmes républicains ne sont guère offusqués devant le financement public d'établissements ou d'associations confessionnelles catholiques.

Le combat pour la République s'est toujours défini, pour nous qui sommes attachés à la méthode socialiste, par son contenu social. Lorsque Jaurès défendait les lois laïques, à l'encontre de Clémenceau qui n'y voyait que le contrat permettant aux travailleurs et à la bourgeoisie de vivre ensemble, il donnait sa pleine dimension sociale à l'enseignement public et laïque:

« vous avez interrompu la vieille chanson qui berçait la misère humaine, disait-il en s'adressant aux députés de la droite, et la misère humaine s'est réveillée avec des cris, elle s'est dressée devant vous et elle réclame aujourd'hui sa place, sa large place au soleil du monde naturel, le seul

que vous n'avez point pâli... » (extrait du discours prononcé à la Chambre le 21 novembre 1893)

Il situait la question laïque dans le cadre des rapports de force établis au sein de la République bourgeoise par le mouvement ouvrier: la défense d'un enseignement laïque pour les enfants du peuple c'est le droit de s'approprier les acquis rationnels de la connaissance humaine dans sa lutte pour maîtriser la nature et sa propre histoire en dehors de toute affirmation dogmatique, c'est l'exigence de voir la liberté d'enseigner comme une délégation de l'autorité publique au-dessus du droit de la famille ou de la religion, c'est la liberté donnée aux enfants des travailleurs de comprendre plus clairement encore leur propre place dans le processus historique. S'il est vrai que le salariat en se constituant en parti politique distinct donne à la République sa pleine dimension, celle du socialisme, la laïcité est conquête révolutionnaire érigée au-dessus de l'horizon bourgeois de la III<sup>ème</sup> république. C'est ainsi que nous la comprenons. C'est ainsi que nous voulons la prolonger.

L'actualité récente indique clairement que notre peuple est profondément attaché aux relations de société qui sont structurées par l'organisation de l'Etat laïque: le 16 janvier 1994, un million de manifestants réagissent à la tentative de réviser la loi Falloux qui aurait donné aux collectivités locales la liberté totale de financer les écoles privées. Aujourd'hui l'association des autorités de la République à la célébration par la hiérarchie catholique du baptême de Clovis, comme élément prétendument constituant de la Nation, suscite dans le pays de fortes réprobations: les citoyens sont attachés à la séparation des églises et de l'état, comme régime de liberté garantissant tant la liberté de conscience de l'incroyant que la liberté de culte, pour autant qu'il s'exerce comme une affaire de vie privée. Une vraie alternative de rassemblement à gauche doit manifester une claire volonté d'appliquer sur ce point le programme républicain: la République ne salarie et ne subventionne aucun culte. Tous les fonds émanant de l'impôt public doivent être affectés à l'école de la République, les lois antilaïques doivent être démantelées.

## POUR UN NOUVEL INTERNATIONALISME

L'économie est de plus en plus mondialisée. Les capitaux sautent par-dessus les états nations, d'une place financière à l'autre, entraînant ici des milliers de licenciements, là la banqueroute d'un état et l'effondrement de sa monnaie. Le FMI et la banque mondiale, par leur politique "d'ajustement structurel", imposent à des pays déjà pauvres, de diminuer les aides sociales et les subventions aux produits de première nécessité ( les récentes émeutes en Jordanie étaient causées par le doublement du prix du pain).

Sur notre continent, la construction libérale de l'Europe codifiée par le traité de Maastricht induit des politiques similaires dans les pays de la communauté : monétarisme et réduction des déficits imposent la casse des services publics et la diminution du coût du travail.

Dès ses débuts, au dix-neuvième siècle, le mouvement ouvrier a toujours cherché à se regrouper internationalement. Il est paradoxal, qu'à notre époque où la stratégie du capital passe, plus que jamais, au-dessus des frontières, la gauche reste, elle, fortement enfermée dans ses cadres nationaux. Il ne s'agit pas ici de nier les

spécificités des pays, le monde n'est pas uniforme ni dans le développement économique, ni dans la vie politique. Mais il y a des tendances lourdes dans l'évolution du capitalisme mondial qui nécessiterait une analyse beaucoup plus fouillée car elles expliquent en partie les évolutions de la société Française.

### En Europe

Pour ce qui nous est le plus proche géographiquement: l'Europe, des mouvements sociaux importants se sont manifestés dans bon nombre de pays pour résister aux conséquences de la construction libérale. Le traité de Maastricht a été lui même imposé (pas de ratification populaire dans de nombreux pays, annulation du premier référendum au Danemark, propagande massive en France avec le résultat que l'on sait).

Il y a donc bien des convergences implicites entre les mouvements sociaux des différents pays Européens. Il y a aussi dans chaque pays, des forces de Gauche de traditions différentes qui s'expriment et luttent pour transformer la société.

Mais le capital, les gouvernements eux sont organisés et ont une stratégie à l'échelle du continent, de la planète.

Bien sur, il existe des coopérations entre des mouvements de Gauche (rencontres plus ou moins régulières, groupe Gauche unie au parlement Européen), mais elles restent ponctuelles donc insuffisantes pour créer une dynamique et modifier le rapport de force. Le meeting du 11 Mai 1996 organisé par le PCF à la grande arche de la défense est un élément positif pour renouer avec des habitudes internationalistes; la présence de représentants de forces d'origines et de traditions politiques différentes est un atout pour aller plus loin dans la coordination.

### Expériences passées

Mais pour aller vers la reconstruction de coordinations internationales à Gauche, on ne peut faire l'économie de l'analyse de ce qui existe et ce qui a vécu.

La social-démocratie possède un regroupement : l'internationale socialiste. Son rôle s'est fortement atténué dans le monde avec la chute du mur de Berlin. Pendant la guerre froide, un certain nombre de partis affiliés ont servi d'auxiliaires à l'impérialisme américain. Cela se faisait au nom de la lutte contre "l'empire soviétique" dans des pays sous développés dont les peuples voulaient s'affranchir de la tutelle du capitalisme. La guerre du golfe a confirmé largement ce cour atlantiste. En Europe, les socialistes sont regroupés dans le PSE (parti socialiste européen) dont la fonction est essentiellement de coordonner l'activité des parlementaires Européens et d'organiser des échanges entre les militants occupant des positions institutionnelles (ministres, commissaires de Bruxelles etc.). Il porte une responsabilité importante dans la construction actuelle de l'Europe.

L'internationale Communiste a été dissoute par Staline en 1943. Rapidement après sa création, elle est transformée en instrument de défense des intérêts de l'état Soviétique tels que Staline les concevait. Par exemple les Partis communistes de l'ouest Européen (Allemagne exceptée) étaient antimilitaristes quand la France et l'Angleterre étaient perçus comme les principaux ennemis de l'URSS, puis ils sont devenus partisans de la

défense nationale quand c'est l'Allemagne qui était le danger, puis... Cette conception autoritaire (où des dirigeants de partis frères potentiellement en désaccord étaient convoqués à Moscou et devaient pour certains y disparaître) a conduit à des désastres politiques et humains.

Les deux conceptions évoquées aboutissent à des impasses, la soumission à un modèle indiscutable (que ce soit un état phare ou l'alignement sur le libéralisme) au nom de l'internationalisme dévoie cette notion et enferme finalement encore plus la Gauche dans ses frontières nationales.

### Propositions d'actions

Comme en France, la Gauche Européenne est plurielle de par son histoire, ses traditions et références idéologiques. Le rassemblement du 11 Mai a quand même montré un certain nombre de convergences pour résister aux ravages du libéralisme. Et la présence de toutes ces organisations, diverses par leur culture et leur pays, et ayant accepté l'invitation du PCF est aussi un signe : par-delà les frontières chacun sent bien la nécessité de coopérations à pied d'égalité.

La création de but en blanc d'un regroupement international progressiste est impossible. Mais si l'on s'en fixe le but, des initiatives et des convergences d'actions peuvent être mises en oeuvre à l'échelle de l'Europe. Et elles peuvent être directement utiles aux peuples et aux salariés des différents pays :

\* Engager une campagne Européenne pour la réduction du temps de travail sans réduction de salaire comme l'a proposé C.Carvalhas du Parti Communiste Portugais et y ajouter la défense des services publics.

\* Coordonner la défense des populations immigrées avec les Partis de Gauche de leurs pays d'origine tant pour imposer le respect des droits en Europe que des politiques de coopération justes et égalitaires et étendre la démocratie et les droits de l'homme.

En avançant ainsi concrètement, on pourra renouer avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier, être utiles en modifiant le rapport de force et combattre le racisme, le nationalisme et le chauvinisme qui s'installent dans bon nombre de pays.